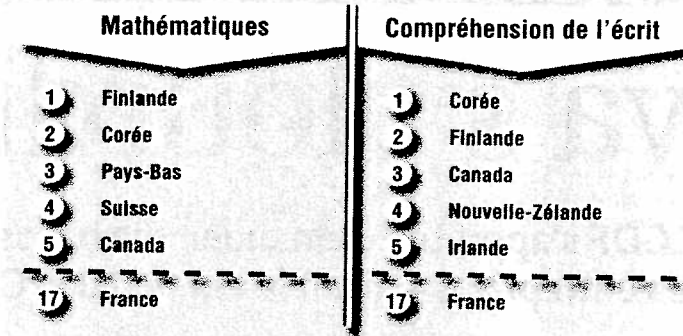


Pisa : la France peine à gérer ses élèves en situation d'échec scolaire

C'est un résultat dont se serait sans doute bien passé le ministre de l'Éducation nationale Xavier Darcos, qui garde ces jours-ci un silence prudent, sans doute pour éviter une contagion de la contestation dans les lycées. Les collégiens et lycéens français n'ont pas brillé dans le dernier test Pisa organisé par l'OCDE auprès de 400.000 élèves de 15 ans issus de 57 pays et dont les résultats ont été dévoilés hier. Le système scolaire hexagonal, longtemps présenté comme l'un des meilleurs au monde, ne parvient pas à égaler la Finlande, la Corée et le Canada, qui squattent les premières places. Que ce soit en sciences, en mathématiques ou en lettres (compréhension de l'écrit), la France se situe au milieu du classement, avec des notes en dessous de la moyenne (entre 488 et 495 sur 1.000). En sciences, domaine privilégié cette année par l'OCDE, la France n'obtient qu'un modeste 19^e rang, en recul de 9 places par rapport à 2003. Certes, les tests soumis aux 4.500 collégiens et lycéens n'étaient pas les mêmes. Il n'empêche : le glissement est là, en témoignent les moindres résultats en mathématiques et en compréhension de l'écrit (la France, classée respectivement 13^e et 14^e, recule à la 17^e place). « *Bien sûr, on s'attendait à de meilleures performances, mais on ne peut pas considérer que la France est en situation d'échec complet* », relativisait toutefois hier Eric Charbonnier de la division éducation de l'OCDE. Il n'empêche : Xavier Darcos va devoir mettre les bouchées doubles. Bon nombre de pays

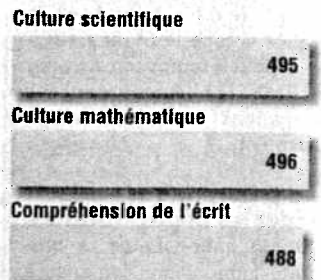
Les leaders de l'enseignement



« Les Echos » / Source : Pisa - OCDE

Le résultat de la France

(Note sur 1.000)



Les collégiens et lycéens français n'ont pas brillé dans le dernier test Pisa.

(Allemagne...) sont en effet parvenus à remonter dans le classement après avoir engagé des réformes. Rien de tel en France, où Pisa n'a jusqu'ici suscité qu'une relative indifférence.

Faiblesse du système

Ses résultats, pourtant, offrent un diagnostic intéressant des forces et faiblesses du système. Ainsi, « *la baisse des résultats en compréhension de l'écrit depuis 2000 s'explique par le fait que nous avons plus d'élèves en grande difficulté qu'auparavant* », constate Eric Charbonnier. A en croire l'OCDE, la clef du succès des « premiers de la classe » serait bien là : une école qui ne se contente pas de produire des bataillons d'élèves moyens, mais fabrique aussi une élite nombreuse et peu de cancrs. Ces pays seraient aussi « *les plus équitables, ceux qui parviennent le mieux à surmonter les handicaps sociaux, à intégrer les immigrés et à éviter des différences de niveau entre*

établissements », notent les experts. Ce qui n'est pas le cas de la France, qui peine à corriger les inégalités produites par l'immigration. Comment améliorer les performances ? Certaines pistes suggérées par l'OCDE ne devraient pas déplaire au gouvernement : les experts ne jugent utile ni de dépenser plus ni d'augmenter le nombre d'heures de cours (plus faible en Finlande). En

revanche, ils plébiscitent le suivi individuel des élèves en difficulté, qu'a commencé à mettre en place, cette rentrée dans les quartiers difficiles, le ministre de l'Éducation nationale Xavier Darcos.

L. A.

➤ Retrouvez la note de présentation du rapport sur www.lesechos.fr/doc

Modeste mobilisation chez les étudiants et lycéens

Défilé. Cinq semaines après ses débuts, la mobilisation contre la loi Pécresse en voie d'essoufflement a connu un léger sursaut. Quelque 10.000 lycéens et d'étudiants ont défilé hier dans les rues des grandes villes. En revanche à peine une vingtaine de sites universitaires étaient perturbés, soit deux fois moins qu'il y a dix jours. Une

trentaine de lycées étaient également perturbés contre près de deux cents jeudi dernier. Sur les traces de l'Unef, les syndicats de lycéens s'étaient retiré du mouvement samedi, satisfaits, de l'issue de leur rencontre avec la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, et son homologue à l'Éducation, Xavier Darcos.

www.peugeot.fr

INTERVIEW

NATHALIE MONS CHERCHEUSE EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION

respecti-
le à la
tendait à
mais on
a France
mplet »,
ic Char-
ation de
Xavier
es bou-
de pays

ravant », constate Eric Charbonnier.
A en croire l'OCDE, la clef du succès des « premiers de la classe » serait bien là : une école qui ne se contente pas de produire des bataillons d'élèves moyens, mais fabrique aussi une élite nombreuse et peu de cancras. Ces pays seraient aussi « les plus équitables, ceux qui parviennent le mieux à surmonter les handicaps sociaux, à intégrer les immigrés et à éviter des différences de niveau entre

Défilé. Cinq semaines après ses débuts, la mobilisation contre la loi Pécresse en voie d'essoufflement a connu un léger sursaut. Quelque 10.000 lycéens et d'étudiants ont défilé hier dans les rues des grandes villes. En revanche à peine une vingtaine de sites universitaires étaient perturbés, soit deux fois moins qu'il y a dix jours. Une

ment par...
deux cents jeudi...
traces de l'Unef, les syndicats...
lycéens s'étaient retiré du mouve-
ment samedi, satisfaits, de l'issue
de leur rencontre avec la ministre
de l'Enseignement supérieur, Va-
lérie Pécresse, et son homologue à
l'Education, Xavier Darcos.

INTERVIEW

NATHALIE MONS CHERCHEUSE EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION

« Numéro un, les Finlandais ont vingt ans d'avance »

Maître de conférences à l'université Grenoble-II, experte auprès de l'OCDE et de la Commission européenne, Nathalie Mons est l'une des grandes spécialistes de la comparaison des systèmes éducatifs internationaux, sujet sur lequel elle a récemment publié un ouvrage (1).



Nathalie Mons.

Quelles sont les clefs de la réussite du système scolaire finlandais ?

La Finlande a un système scolaire très moderne comparé au nôtre. Il produit peu d'échec et une élite de très bon niveau. Le fonctionnement est assez décentralisé et l'école est unique jusqu'à 16 ans. Dans ce domaine, ils ont vingt ans d'avance ! Quand nous nous débattons encore dans les concepts du collège unique, eux en sont déjà à la réflexion sur l'aménagement des classes et des enseignements. Ainsi, il n'y a plus de redoublement ni de classes de niveau, pratiques inefficaces mais répandues en France. Les élèves ont des objectifs identiques fixés à la fin de leur scolarité, mais l'apprentissage est très individualisé. Les cours en petits groupes sont très répandus, pas uniquement pour les élèves en échec.

Les élèves finlandais semblent aussi avoir moins d'heures de cours.

Mieux vaut être prudent sur ce sujet. La législation finlandaise ne précise que le nombre minimum de cours et les collectivités locales et les établissements peuvent décider d'adjoindre des heures de cours supplémentaires. L'argument selon lequel ce serait le trop grand nombre d'heures de cours qui explique les mauvais résultats

français paraît contestable au plan scientifique. Les études montrent au contraire que plus on a de temps pour apprendre dans une discipline, meilleurs sont les résultats. C'est ce que les chercheurs appellent l'« opportunity to learn ».

Ce modèle est-il transposable en France ?

Dans la plupart des grands pays, nous constatons une tendance à la convergence des systèmes éducatifs vers un modèle d'école unique avec des parcours individualisés. Cela dit, il y a encore des freins culturels en France : les enseignants sont très attachés à la notion de « classe », le ministère fait du soutien individualisé la réponse à l'échec, et la décentralisation suscite de fortes réticences, notamment au plan du recrutement. Enfin, les conditions sociales ne sont pas les mêmes : la Finlande est un petit pays dans lequel il y a peu d'immigration.

Y a-t-il eu un « effet Pisa » dans les pays ?

Indéniablement une hausse des évaluations, soit par effet d'imitation, soit au contraire pour pouvoir opposer des chiffres à ceux de Pisa. Quelques pays mal classés dans les précédents palmarès ont aussi subi un véritable « Pisa choc » qui les a incités à réformer leur système éducatif. L'Allemagne et l'Autriche ont ainsi décidé de revenir sur les filières précoces, et la Suisse tente d'harmoniser ses programmes, qui sont très régionalisés.

Et la France ?

Cela ne s'est pas produit, mais il ne faut pas exclure cette fois un « Pisa choc » vu les résultats. Je travaille avec d'autres chercheurs de Sciences po sur ce sujet, et nous avons élaboré des hypothèses sur les conditions d'un « Pisa choc ». D'abord, il faut que le pays accepte les évaluations de l'OCDE. En France, ce n'est pas acquis : non seulement nous avons nos propres évaluations - le bac et les évaluations standardisées -, mais aussi des syndicats assez puissants qui, comme partout, ne les voient pas forcément d'un bon œil. Ensuite, il faut que les esprits soient préparés et le gouvernement prêt à la réforme. Ces conditions-là paraissent réunies : les « black rapports » alarmistes se multiplient, comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis dans les années 1980.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE ALBERT

(1) « Les Nouvelles Politiques éducatives. la France fait-elle les bons choix ? ». Presses universitaires de France, 200 pages 19 euros.